

Libération

17 March 2005

"Al-Jezira apporte de la démocratie aux Arabes"

By THORAVAL Armelle

Hugh Miles, auteur britannique d'un livre-enquête sur la chaîne qatarie :

Londres de notre correspondante

Fils d'un ancien ambassadeur britannique, Hugh Miles, 28 ans, a sillonné le monde arabe au côté de son père. Il est désormais installé au Caire. Au début de l'offensive en Irak, il travaille pour Sky News et il est chargé de surveiller les infos de trois chaînes arabes, dont Al-Jezira. De cette expérience naît la volonté d'en savoir plus et une enquête qui durera un an. Il en a tiré un livre qui vient d'être publié à Londres : Al-Jezira, comment une chaîne de télévision arabe a défié le monde (éditions Abacus). Pour lui, la chaîne est le meilleur vecteur de la démocratie dans le monde arabe d'aujourd'hui.

Le fait qu'Al-Jezira ait été la seule chaîne autorisée à opérer sous Saddam, en Irak, ses interviews d'Oussama ben Laden, la diffusion d'appels au "suicide-bombing", rien de tout cela ne vous fait changer d'avis sur le rôle démocratique de la chaîne ?

Ce que le monde occidental a du mal à comprendre, c'est que la chaîne est un miroir : elle reflète la haine d'une partie du monde arabe pour les Etats-Unis. Elle a aussi choisi de prendre des risques, en s'implantant là où personne ne voulait aller. Quand Al-Jezira a ouvert son bureau à Kaboul, sous les talibans, CNN s'est fait offrir la même possibilité mais a refusé. Elle recherche les positions exclusives : par exemple, elle a ouvert un bureau au Soudan. En allant à Bagdad, elle a cherché de l'exclusivité.

En payant...

Quelle agence de presse ou de télévision n'a pas rétribué le service du ministère de l'Information en Irak pour pouvoir travailler ? S'agissant de la partialité de la chaîne, les spectateurs arabes ont vu pour la première fois des Israéliens s'exprimer ; ils ont vu une campagne présidentielle américaine suivie comme n'importe quelle campagne avec des interviews de républicains et de démocrates ; ils ont vu des émissions politiques organisées avec des gens s'affrontant sur un plateau, avec des questions du public, comme dans l'émission la Direction opposée. Al-Jezira a fait son maximum pour amener de la démocratie dans le monde arabe. Comme me l'a dit Hafez al-Mizrahi, le chef du bureau de Washington, d'origine égyptienne, "on peut admettre que nous n'avons pas une couverture équilibrée de la crise depuis le 11 septembre.

Nous avons diffusé cinq heures de Ben Laden et 500 heures de couverture de Bush ou de l'administration américaine". Les spectateurs ont aussi vu une chaîne s'intéresser aux modes de gouvernement de la Jordanie, du Koweït, etc. C'est un changement immense : ils parlent de religion, de la vie ordinaire. Cela pèse sur la façon dont les leaders arabes agissent car ils deviennent

comptables de leur gestion, sont obligés de défendre leurs choix. C'est une chaîne qui a payé un lourd tribut, avec des journalistes tués, d'autres emprisonnés, une chaîne qui prend des risques.

Haïe par les Américains, les Saoudiens, les Koweïtiens et les Jordaniens, Al-Jezira serait sur le point d'être privatisée, signe que les Etats-Unis vont en prendre le contrôle. Que pensez-vous de cette rumeur ?

Qu'il n'y pas de raison de s'étonner d'une privatisation. Quand l'émir du Qatar, cheik Hamad bin Khalifa al-Thani, fonde la chaîne en 1996, le contrat est clair. L'émir finance le démarrage avec un apport de 500 millions de riyals (105 millions d'euros). C'est censé être le seul financement, et la chaîne a cinq ans pour devenir autonome, se procurer des recettes commerciales et, pourquoi pas, devenir une compagnie privée. Pour l'instant, elle n'y est pas parvenue. En 2003, elle perdait encore près de 25 millions d'euros. Notamment parce que les recettes publicitaires dans cette région sont encore une question de politique et non de marché. Quand BMW veut faire de la publicité sur Al-Jezira, le constructeur se fait rappeler à l'ordre par les Saoudiens. Quand la chaîne a créé son service en anglais, c'était notamment pour obtenir davantage de ressources. Avec des pertes de cette nature, il n'est pas évident de trouver des actionnaires privés.

Mais une privatisation ne sera-t-elle pas l'occasion pour les Saoudiens et/ou les Américains d'en prendre le contrôle ?

Je ne crois pas. Il existe une forte indépendance rédactionnelle, et je suis assez convaincu que l'autonomie éditoriale sera protégée. J'ai rencontré la plupart des journalistes d'Al-Jezira. Beaucoup ont fait leurs études en Occident, beaucoup ont souffert dans des télévisions contrôlées par l'Etat, répressives, avec un ministre de l'Information contrôlant tout. Travailler pour Al-Jezira, pour eux certains viennent de l'ancien service arabe de la BBC c'est excitant, nouveau, exigeant. Ils ont les défauts d'une chaîne très commerciale, agressive. Par ailleurs, une part de la chaîne est propriété directe de la famille de l'émir, c'est connu, et elle le restera.

En 2003, l'équipe de management a été profondément modifiée, et ce ménage a été interprété comme une concession du Qatar à Washington. La chaîne s'est-elle "assagie" et y a-t-il en son sein une faction dominante ?

Les journalistes de la chaîne sont très divers, avec des Qataris, des Palestiniens, des Jordaniens, des Egyptiens. Je ne crois pas que ce changement de management était une reprise en main, mais une volonté de moderniser encore la chaîne. Ils ont pris certaines plaintes américaines au sérieux et ils ont voulu montrer qu'ils étaient en train de se professionnaliser davantage. Je ne crois pas que l'on puisse les mettre au pas.